

Signes**vitaux**^{MC} 2015
du GRAND MONTRÉAL

LE GRAND MONTRÉAL EN MUTATION



Fondation du Grand Montréal

TABLE DES MATIÈRES

GENS

- 1 Contexte démographique
- 2 Appartenance et participation
- 3 Diversité et intégration

ÉCONOMIE

- 4 Contexte économique
- 6 Inégalités socioéconomiques
- 7 Habitat
- 8 Travail

MILIEU DE VIE

- 9 Environnement
- 10 Sécurité
- 11 Transport

SOCIÉTÉ

- 12 Arts et culture
- 13 Éducation
- 14 Santé et développement social
- 15 Défi de l'itinérance

- 16 Sources
Comité stratégique Signes vitaux^{MC}
Équipe Signes vitaux^{MC}

- C3 Personnel FGM
Conseil d'administration

À PROPOS DE SIGNES VITAU^{MC}

Le rapport Signes vitaux^{MC} est un portrait réalisé par les fondations communautaires dans plusieurs villes du Canada. Ce rapport mesure la vitalité de nos villes, identifie les grandes tendances et évalue à l'aide d'indicateurs un éventail de secteurs déterminants de la qualité de vie. Il est coordonné au niveau national par les Fondations communautaires du Canada. Cette année, 28 fondations communautaires canadiennes ont publié simultanément ce rapport.

COMMENT UTILISER CE RAPPORT

Discutez. Agissez. Si la lecture de ce rapport vous inspire, nous espérons qu'il vous guide dans votre engagement.

Parlez-en. Partagez ce rapport avec vos amis, collègues, employés, étudiants, avec un voisin, votre bibliothèque, votre centre communautaire, des chefs d'entreprise, ou avec un représentant gouvernemental.

Renseignez-vous. Sur les organisations qui œuvrent pour améliorer notre communauté, et sur la manière dont vous pouvez apporter votre contribution.

LE GRAND MONTRÉAL, MÉTROPOLÉ EN MUTATION



Yvan Gauthier
Président-
directeur général



Richard W. Pound
Président du C.A.,
Avocat-conseil chez
Stikeman Elliott

« Si le succès d'une métropole se mesure à sa capacité de se développer et de s'attaquer à des défis comme le transport et le logement, il se mesure aussi, et peut-être surtout, à sa capacité de faire reculer la détresse et progresser l'espoir. »

Depuis 2012, année de la parution de la dernière édition des *Signes vitaux^{MC} du Grand Montréal*, notre métropole a vu son ciel s'éclaircir. Les crises de gouvernance et les tiraillements ont fait place à un leadership renouvelé et partagé. En témoigne, notamment, le sentiment d'appartenance à la métropole qui a progressé, signe que le Grand Montréal est, de moins en moins une abstraction administrative et de plus en plus un corps métropolitain cohérent. Dans cet élan, des citoyens se sont réengagés à la faveur, par exemple, du mouvement *je vois Mtl* – devenu *je fais Mtl* – et des progrès ont été enregistrés dans des dimensions centrales du développement social. La pauvreté a reculé un peu, et Montréal compte de plus en plus de diplômés universitaires. Les signes sont là, ceux d'une confiance retrouvée.

Alors il ne faut surtout pas baisser les bras. Il faut s'engager davantage. La publication des *Signes vitaux^{MC} 2015 du Grand Montréal* vise précisément à nourrir ce vent de progrès. Car si le succès d'une métropole se mesure à sa capacité de se développer et de s'attaquer à des défis comme le transport et le logement, il se mesure aussi, et peut-être surtout, à sa capacité de faire reculer la détresse et progresser l'espoir.

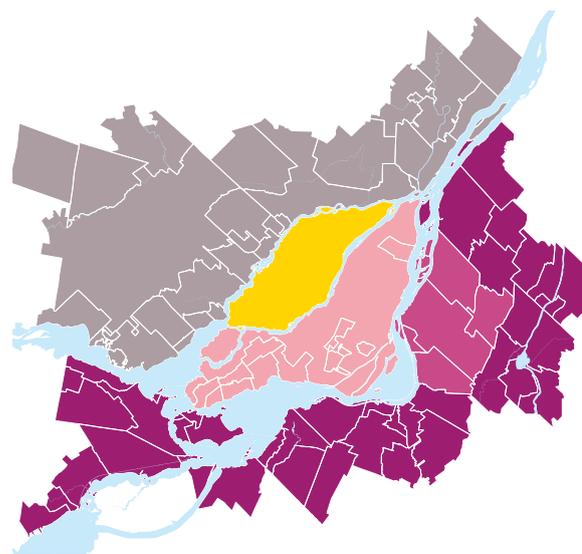
À l'instar de plus de 25 fondations communautaires présentes dans d'autres grandes villes canadiennes, la Fondation du Grand Montréal a pris le pouls de la réalité sociale de notre métropole afin, tout à la fois, de mieux orienter ses propres interventions, de mieux conseiller les donateurs, citoyens et entreprises, dans le déploiement de leur action philanthropique, et d'offrir aux innombrables organismes d'entraide une information utile sur l'évolution des besoins.

Car dans notre métropole en mutation, elles sont nombreuses et changeantes les situations qui font appel à notre solidarité. Chez nous, dans nos quartiers, dans plusieurs villes de la région, la prévalence de la violence familiale est alarmante, il faut le dire et s'y attaquer. Sur le plan économique, les familles monoparentales sont toujours surreprésentées dans les ménages à faible revenu. Nous voyons également s'accélérer le vieillissement de la population avec, entre autres conséquences, que de plus en plus de personnes âgées vivent seules. Montréal, par ailleurs, doit s'interroger. Pourquoi notre métropole, réputée terre d'accueil, voit-elle sa population immigrante être affectée par un taux de chômage sensiblement plus élevé que celui de la population générale? Comment cette ville universitaire peut-elle compter une telle proportion d'adultes à peine capables de lire? Dans cette mosaïque de réalités et de besoins, on s'inquiétera également de la persistance de l'itinérance dans le Grand Montréal et du nombre élevé de personnes issues des populations autochtones à vivre cette extrême pauvreté.

Voilà des défis qui nous interpellent comme communauté, citoyens, entreprises. Alors disons dans un même souffle que le Grand Montréal va mieux, mais que le Grand Montréal peut faire mieux et fixons-nous comme objectif d'accélérer le progrès pour que notre métropole et tous ses citoyens aient vraiment le cœur à la fête à l'occasion des célébrations de 2017.

LE GRAND MONTRÉAL, OU GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL, EST COMPOSÉ DES 82 MUNICIPALITÉS REGROUPÉES EN 5 TERRITOIRES AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL (CMM). LE GRAND MONTRÉAL INTÈGRE AINSI L'ÎLE DE MONTRÉAL EN SON CENTRE, LES VILLES DE LONGUEUIL ET DE LAVAL, LES COURONNES NORD ET SUD.*

* Certaines données, provenant du gouvernement fédéral, réfèrent à la RMR (région métropolitaine de recensement). La zone considérée comprend alors essentiellement l'île de Montréal et les villes de Laval et de Longueuil.



- Montréal (50,9 % de la population)
- Laval (10,8 %)
- Longueuil (10,8 %)
- Couronne Nord (14,8 %)
- Couronne Sud (12,7 %)

ESPÉRANCE DE VIE EN HAUSSE



Au chapitre du vieillissement de la population, les citoyens âgés de 45 ans et plus comptent pour 42,5 % de la population de la grande région en 2014, en hausse de 4 points depuis 10 ans (38,5 %). Et si les femmes (68,2 %) demeurent au moins deux fois plus nombreuses que les hommes (31,8 %) parmi les personnes de 85 ans et plus, ceux-ci ont amélioré leur espérance de vie et gagné 5,3 points dans cette classe d'âge depuis 2004 (26,5 %).

GROSSESSES PLUS TARDIVES



En 2013, l'âge moyen à la maternité était de 31,34 ans dans la Grande région de Montréal, soit 18 mois plus tard qu'en 2003.

Taux de natalité

SUPÉRIEUR SUR L'ÎLE DE MONTRÉAL



En 2013, le taux de natalité était de 12 enfants par 1 000 habitants sur l'île de Montréal. Il était de 10,5 par 1 000 à Laval, et de 10,4 par 1 000 à Longueuil.

VIEILLISSEMENT

GÉNÉRAL DE LA POPULATION



Depuis près de 15 ans, la proportion des jeunes de 15 ans et moins ne cesse de diminuer, alors que la population des 65 ans et plus continue d'augmenter dans la Grande région de Montréal. La proportion des jeunes est passée de 17,9 % en 2001 à 16 % à 2014 et celle des aînés est passée de 12,6 % en 2001 à 15,4 % en 2014.

Cependant, l'âge médian de la population de la région de Montréal (38,7 ans) est inférieur à celui du Québec (41,5 ans).

UNE POPULATION EN TRANSFORMATION

Croissance démographique, mais surtout hors de l'île de Montréal

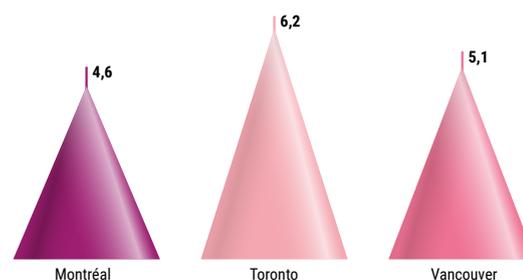
■ De 2008 à 2013, la Grande région de Montréal a connu une croissance démographique de 5 %. La population de l'île de Montréal augmentait de plus de 2 % et celle de Longueuil de plus de 3 %. De manière beaucoup plus soutenue, la population de la couronne Sud s'est accrue de plus de 8 %, celle de Laval, de plus de 9 %, alors que la couronne Nord a vu le nombre de ses citoyens augmenter de plus de 11 %.

■ Globalement, sur une période de 10 ans (2003-2013), près de 81 % de la croissance démographique régionale était attribuable à la population vivant hors de l'île de Montréal.

■ Sur l'ensemble de la population du Québec, c'est près d'un citoyen sur deux (49 %) qui réside dans la Grande région de Montréal.

■ Au cours des 10 dernières années (2004-2014), la région métropolitaine de Montréal a connu une **hausse démographique** de 11 %, tandis que celles de Toronto et Vancouver affichaient une hausse respective de 17 % et de 16 %.

■ Taux d'accroissement de la population (%), 2010 - 2014



PLUS DE PERSONNES VIVANT SEULES

■ Parmi les principales régions métropolitaines nord-américaines, la Grande région de Montréal présente la plus forte proportion de ménages d'une seule personne, soit 32,7 %. Cette situation s'explique notamment par la forte proportion de personnes âgées, plus susceptibles de vivre seules que les autres groupes d'âge.

■ Sur une période de 15 ans (1998-2013), la taille moyenne des ménages n'a cessé de chuter, passant de 2,49 à 2,37 personnes dans la Grande région de Montréal. À Laval, en 2013, le ménage moyen comptait 2,61 personnes, devançant pour la première fois la couronne Nord, avec 2,56 personnes par ménage et la couronne Sud, avec 2,54. Longueuil affichait des ménages moyens de 2,36 personnes, alors que sur l'île de Montréal, la taille des ménages atteignait en moyenne 2,22 personnes.

PARTICIPATION ÉLECTORALE EN HAUSSE À MONTRÉAL ET À LAVAL

LORS DES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 2013, LA PARTICIPATION A ÉTÉ EN HAUSSE DANS LA PLUPART DES VILLES DU TERRITOIRE DE LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL, NOTAMMENT À MONTRÉAL ET À LAVAL. EN 2013, LE TAUX DE PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES A ATTEINT **42 %** À MONTRÉAL. BIEN QUE RELATIVEMENT FAIBLE, C'EST UNE HAUSSE APPRÉCIABLE PAR RAPPORT AU RÉSULTAT DE 2009, ALORS QUE 39,4 % DES ÉLECTEURS S'ÉTAIENT PRÉVALUS DE LEUR DROIT DE VOTE.

À LAVAL, LE TAUX DE PARTICIPATION ENREGISTRAIT UNE HAUSSE, PASSANT DE 35,7 % À **41 %**.

LONGUEUIL A FAIT EXCEPTION AVEC UNE BAISSÉ DE LA PARTICIPATION ÉLECTORALE; AINSI **26 %** DES ÉLECTEURS ONT EXERCÉ LEUR DROIT DE VOTE EN 2013 COMPARATIVEMENT À 38 % LORS DES SCRUTINS DE 2005 ET 2009.

De 31,3 % en 2009, les femmes comptent maintenant (2014) pour 34 % des conseillers municipaux de l'île de Montréal. Leur progression a été encore plus forte au premier échelon de la politique municipale, leur représentation comme

mairresses ; étant passée de 18,8 % à 25 % (+6,2 points).

Dans les 82 municipalités de la communauté

métropolitaine (CMM), la proportion de mairresses se maintient tout juste sous les 30 % et, sans même compter celle de Longueuil, c'est la couronne Sud qui remporte la palme en 2014 (14/24) tout comme en 2009 (12/23).

PARTICIPATION CROISSANTE DES FEMMES À LA VIE POLITIQUE MUNICIPALE

LES MONTRÉALAIS SATISFAITS DE LEUR VIE

LÉGÈRE HAUSSE DES DONS AUX ŒUVRES DE BIENFAISANCE

SENTIMENT D'APPARTENANCE À LA COMMUNAUTÉ EN HAUSSE

En 2014, une très forte proportion des résidents du Grand Montréal (93,3 %) se disait satisfaite ou très satisfaite de sa vie. En général, le taux de satisfaction est plus élevé que dans les grandes agglomérations comme Toronto (88,7 %), Calgary (92,8 %) et Vancouver (87,2 %).

Depuis 2003, le sentiment d'appartenance à la communauté s'est maintenu, sinon amélioré dans la plupart des grandes agglomérations urbaines de Montréal : Île de Montréal - augmentation de 7,4 points, de 10,8 points pour Laval et de 1,9 point pour la Montérégie.

En 2013, le don médian consenti par les bailleurs de fonds dans la Grande région de Montréal était de 160 \$, en hausse de 6,7 % par rapport à 2012 (150 \$). Les dons de bienfaisance médians dans la Grande région de Montréal sont de 120 \$ de moins que la moyenne canadienne (280 \$), et 30 \$ plus élevés que la moyenne du Québec (130 \$).

La notion de sentiment d'appartenance à une communauté ou à une société est considérée comme un indicateur de la bonne santé physique et mentale.

SENTIMENT D'APPARTENANCE À LA COMMUNAUTÉ

(en pourcentage)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Grand Montréal	54,9	56,0	54,3			
Agglomération de Montréal	56,0	60,3	57,0	62,8	58,3	61,6
Laval	53,5	52,4	45,0	45,0	52,2	56,3
Montérégie (Longueuil)	53,7	51,1	53,2	57,9	56,9	54,3

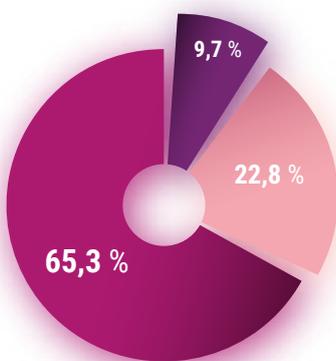
Source : Tableau X-6 Sentiment d'appartenance face à la communauté : Pourcentage (âgés de 12+ ans) satisfaits et très satisfaits, par région métropolitaine de recensement et région socio-sanitaire, 2003, 2005, 2007-2014, Statistique Canada, compilation spéciale

MONTRÉAL, PÔLE MAJEUR D'IMMIGRATION

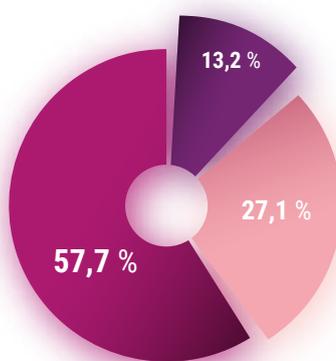
EN 2011, **86,8 %** DE LA POPULATION QUI IMMIGRAIT AU QUÉBEC A CHOISI MONTRÉAL; EN COMPARAISON, 76,6 % DE LA POPULATION IMMIGRANTE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE S'ÉTABLISSAIT À VANCOUVER, ET 70,3 % DES NOUVEAUX ARRIVANTS EN ONTARIO CHOISSAIENT TORONTO. LA PART DE LA POPULATION IMMIGRANTE A ATTEINT 46 % À TORONTO, 40 % À VANCOUVER ET **22,6 %** À MONTRÉAL.

CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION IMMIGRANTE ADMISE ENTRE 2004 ET 2013 ET ÉTABLIE EN 2015 À MONTRÉAL, À LAVAL ET À LONGUEUIL*

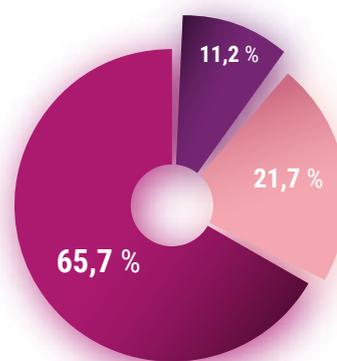
■ Réfugiés
■ Regroupement familial
■ Immigration économique



MONTRÉAL



LAVAL



LONGUEUIL

* Territoires équivalents

Source : Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

11,3 %
TAUX DE CHÔMAGE IMPORTANT DE LA POPULATION IMMIGRANTE

Dans la Grande région de Montréal, en 2014, le taux de chômage de la population immigrante était de 11,3 %, alors qu'il était de 7,0 % pour les gens nés au Canada. Cela représente un écart de 4,3 points de pourcentage. Cet écart est plus important que celui observé à Toronto (0,8) et à Vancouver (1,7).

LA LANGUE PARLÉE, UNE RÉALITÉ EN MOUVEMENT

À la maison

Dans la région métropolitaine, de 1971 à 2011, la proportion de personnes ayant le français comme langue d'usage à la maison est restée stable (66 %), alors que la proportion de ceux ayant l'anglais comme langue d'usage à la maison a baissé de 24,9 % à 16 %. La proportion d'allophones, parlant une autre langue que le français ou l'anglais à la maison, est passée 8,8 % à 12,5 % de la population. Dans 5,4 % des foyers, plus d'une langue est parlée.

Sur l'île de Montréal, de 1971 à 2011, la proportion de personnes ayant le français pour langue d'usage à la maison a diminué, passant de 61,2 % à 54,3 %. La proportion de ceux ayant l'anglais comme langue d'usage à la maison passait de 27,4 % à 25,3 %. Pour les allophones, qui parlent une autre langue que le français ou l'anglais à la maison, la progression est passée presque du simple (11,4 %) au double (20,4 %).

Parmi les immigrants reçus entre 2002 et 2011 au Québec, près de 59 % avaient une connaissance du français.

Au travail

Le français est la principale langue de travail de la majorité des travailleurs (58 %) de l'île de Montréal, bien que 82 % des travailleurs utilisent minimalement un peu d'anglais dans leurs tâches professionnelles.

Dans la région métropolitaine, la part des travailleurs utilisant le français la moitié du temps au travail a progressé de 69 % à 80 % entre 1971 et 2010.

Dans le secteur privé de la RMR, la proportion d'allophones qui travaillent surtout en français est passée de 42 % en 1971 à 68 % en 2010. En 2005, ce taux était de 63 %.

■ Longueuil
■ Laval
■ Montréal

* Territoires équivalents

Source : Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.



PROVENANCE DES IMMIGRANTS RÉCENTS (2009-2013) ÉTABLIS EN 2015 À MONTRÉAL, LAVAL ET LONGUEUIL* (en pourcentage)

LE GRAND MONTRÉAL, PLUS DE LA MOITIÉ DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL JOUE À PLUSIEURS ÉGARDS UN RÔLE MOTEUR DANS L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC. EN 2013, LA CONTRIBUTION DE LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL À L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC ÉQUIVALE À 53,4 % DU PIB.

À l'échelle du Québec, la région métropolitaine représente aussi :

> PLUS DE 50 %
DES RECETTES
FISCALES

> UNE LARGE PART DES
INVESTISSEMENTS DIRECTS
ÉTRANGERS (IDE), 867 M\$ EN 2014

COMPÉTITIVITÉ DE MONTRÉAL POUR LES AFFAIRES

	Septembre 2014 GFCI 16	Septembre 2009 GFCI 6	Évolution
Toronto	11	13	-2
Vancouver	14	29	15
Montréal	18	32	14

Source : The Global Financial Centres Index 16, septembre 2014.

COMPÉTITIVITÉ DE MONTRÉAL

Le Grand Montréal est au 1^{er} rang des grandes métropoles nord-américaines pour les coûts d'exploitation et le fardeau fiscal des entreprises en recherche et développement, et au 3^e rang pour la croissance dans ce secteur.

En 2015, Montréal est arrivée en 18^e position du classement Global

Financial Centres Index parmi les Centres financiers internationaux sur un total de 81, alors qu'elle occupait la 32^e position en 2009.

Dans son édition de 2014, le prestigieux Intelligent Community Forum (ICF) a sélectionné Montréal parmi les 21 métropoles intelligentes, sur 400 candidatures.

LES SIÈGES SOCIAUX À MONTRÉAL

Plus de 400 sièges sociaux sont établis dans la Grande région de Montréal et emploient directement plus de 40 000 personnes, en plus de générer plus de 20 000 emplois chez des fournisseurs et entreprises spécialisées, notamment dans les services comptables, financiers, juridiques, informatiques et le secteur des télécommunications. Entre 2001 et 2007, Montréal a perdu 79 sièges sociaux, mais compte toujours au moins 75 sièges sociaux parmi les 500 plus grandes entreprises du Canada.

UNE APPROCHE INNOVANTE : L'ÉCONOMIE SOCIALE

■ L'économie sociale génère des revenus annuels de 2 milliards de dollars et représente plus de 60 000 emplois directs pour la région de Montréal.

On compte 3 590 établissements d'économie sociale, dont 2 360 fournissent des emplois rémunérés, et la longévité de ces établissements s'établit à 19 ans en moyenne.

UNE NOUVELLE DONNE : « L'ÉCONOMIE DE PARTAGE »

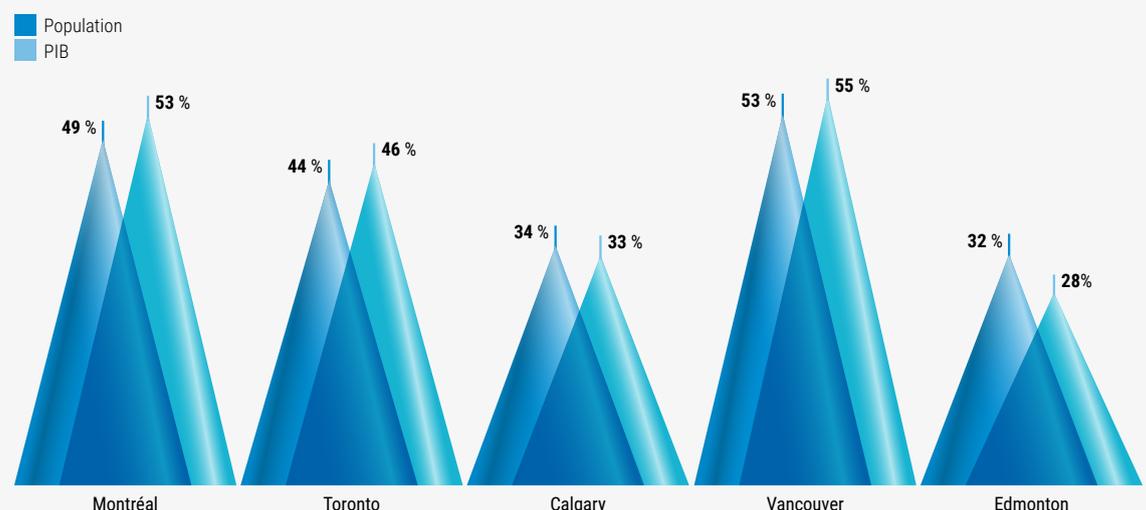
■ L'économie de partage (logement, repas, etc.) a fait son entrée dans l'économie du Grand Montréal. Au seul niveau du logement, par exemple, ses activités généreraient des retombées de plus de 50 M\$ et plus de 820 emplois induits par les dépenses des voyageurs de Airbnb.

L'UTILISATION D'INTERNET EN CROISSANCE

■ La proportion d'adultes montréalais ayant fait au moins un achat sur Internet dans le dernier mois a augmenté entre 2010 (24,6 %) et 2013 (30,3 %), et les hommes (35,5 %) y sont plus enclins que les femmes (25,8 %). Globalement, Montréal se situe ainsi au 3^e rang des 16 régions du Québec, derrière l'Outaouais (32,3 %) et la Montérégie (30,7 %).

CONTRIBUTION DES CENTRES URBAINS À L'ÉCONOMIE DES PROVINCES

Source : Mouvement Desjardins, Études économiques, Régions administratives de Montréal, octobre 2014.



UNE ÉCONOMIE QUI RESTE VULNÉRABLE

EN 2013, LE TAUX DE FAILLITES D'ENTREPRISES À MONTRÉAL (RMR) ÉTAIT DE 3,4 FAILLITES POUR 1 000 ENTREPRISES, SOIT 2,2 POINTS DE PLUS QUE LA MOYENNE NATIONALE (1,2 POUR 1 000) ET 0,4 POINT DE PLUS QUE LA MOYENNE QUÉBÉCOISE (3,0 POUR 1 000).

IMPORTANCE DE 8 GRAPPES INDUSTRIELLES : plus de 380 000 emplois directs dans la Grande région métropolitaine.

AÉROSPATIALE

60 % du PIB réel total du secteur de l'aérospatiale canadien est réalisé dans le Grand Montréal. Plus de 8 000 de ces emplois sont situés à Longueuil

ALUMINIUM

la région du Grand Montréal héberge 36 % des 6 000 entreprises qui composent l'industrie de l'aluminium au Québec

CINÉMA ET TÉLÉVISION

35 000 emplois

SCIENCES DE LA VIE

45 000 emplois, 20 des plus grandes sociétés pharmaceutiques mondiales présentes dans la région métropolitaine de Montréal

SERVICES FINANCIERS

plus de 100 000 emplois

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (TIC)

plus de 93 000 emplois

LOGISTIQUE ET TRANSPORT

43 700 emplois dans la Grande région de Montréal

TECHNOLOGIES PROPRES

450 entreprises et 200 regroupements de recherche publics

BAISSE DU NOMBRE DE BREVETS D'INVENTION

La Grande région de Montréal recense 74,7 % des brevets déposés au Québec de 2008 à 2012. Sur une dizaine d'années, en moyenne 679 brevets d'invention ont été octroyés annuellement à des titulaires de la grande région, comparativement à 685 pour ceux de Toronto qui compte une population plus importante. Or, Montréal était restée en tête huit années durant (2002-2009), la situation ne s'étant renversée que dans les trois dernières années pour atteindre, en 2012, respectivement 523 brevets pour Montréal et 848 pour Toronto. Montréal est passée de 26 % en 2002 des brevets d'invention octroyés annuellement au Canada à 12 % en 2012.

PLUS DU QUART DES FAMILLES MONOPARENTALES ONT DE FAIBLES REVENUS

19,1%

UNE FAMILLE SUR
CINQ DISPOSE
D'UN FAIBLE REVENU

41260\$

REVENU MÉDIAN
DES FAMILLES
MONOPARENTALES

EN 2013, DANS LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL, PRÈS D'UNE FAMILLE SUR CINQ (19,1 %) DISPOSAIT D'UN FAIBLE REVENU, UNE PROPORTION QUI ATTEIGNAIT PLUS D'UNE FAMILLE MONOPARENTALE SUR QUATRE (27,1 %). CES DERNIÈRES TOUCHAIENT UN REVENU MÉDIAN APRÈS IMPÔT DE 41 260 \$, SOIT DAVANTAGE QU'À TORONTO (39 350 \$) ET QU'À VANCOUVER (39 610 \$). PAR AILLEURS, CES DEUX RÉGIONS MÉTROPOLITAINES ARRIVAIENT À PARITÉ, TANT POUR LA PROPORTION DES FAMILLES À FAIBLE REVENU (21,8 %) QUE POUR CELLE DES FAMILLES MONOPARENTALES DANS CETTE SITUATION (31,8 %).

TAUX DE PAUVRETÉ DANS LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL

La pauvreté sur l'île de Montréal

Une personne sur quatre vit sous le seuil de faible revenu sur l'île de Montréal, une sur neuf à Laval, et une personne sur 10 sur la Rive-Sud.

Une personne sur 10 reçoit de l'aide de dernier recours sur l'île de Montréal, et près d'une personne sur 20 en Montérégie et à Laval.

Dans le Grand Montréal

Le taux de pauvreté dans la Grande région de Montréal était de 17,9 % en 2010, un niveau comparable à celui de Vancouver (17,4 %), mais supérieur à ce qui a été observé à Calgary (10,6 %). Il est important de noter que le taux de pauvreté a diminué depuis le début des années 2000. Cela est corroboré par le taux de pauvreté calculé sur les revenus après impôt qui a diminué de 5,9 % de 2000 à 2013.

UTILISATION IMPORTANTE DES BANQUES ALIMENTAIRES

En 2010, 145 377 personnes ont utilisé des banques alimentaires pour se nourrir dans la Grande région de Montréal. À titre comparatif, le Québec comptait 18 % des utilisateurs de banques alimentaires du Canada, alors que l'Ontario en regroupait 46 %. Afin de mettre ces données en perspective, rappelons qu'au recensement de 2011, le Québec représentait 23,6 % de la population canadienne et l'Ontario 38,4 %.

La majorité des Canadiens souffrant d'insécurité alimentaire (62 %) sont des salariés ou des travailleurs autonomes.

TAUX DE PAUVRETÉ, RÉGIONS MÉTROPOLITAINES

Régions métropolitaines	Selon le revenu disponible (%)	
	2005	2010
Montréal	16,1	17,9
Toronto	14,4	14,9
Calgary	10,3	10,6
Vancouver	16,5	17,4

Source : Tableau I-2-a: Taux de pauvreté, recensements 2000, 2005, 2010 (LICO), Enquête nationale auprès des ménages 2010, Statistique Canada, compilation spéciale

48,8%

DES BÉNÉFICIAIRES
SONT DES FEMMES

PROFIL DES BÉNÉFICIAIRES DE BANQUES ALIMENTAIRES

Près de la moitié des bénéficiaires sont des femmes (48,8 %). De plus, la proportion des immigrants ayant recours aux banques alimentaires est passée de 18,9 % en 2012 à 30,7 % en 2013. Les étudiants de niveau postsecondaire représentaient 5,8 % de la clientèle, les aînés 5,3 % et les Autochtones 1,5 %.

30,7%

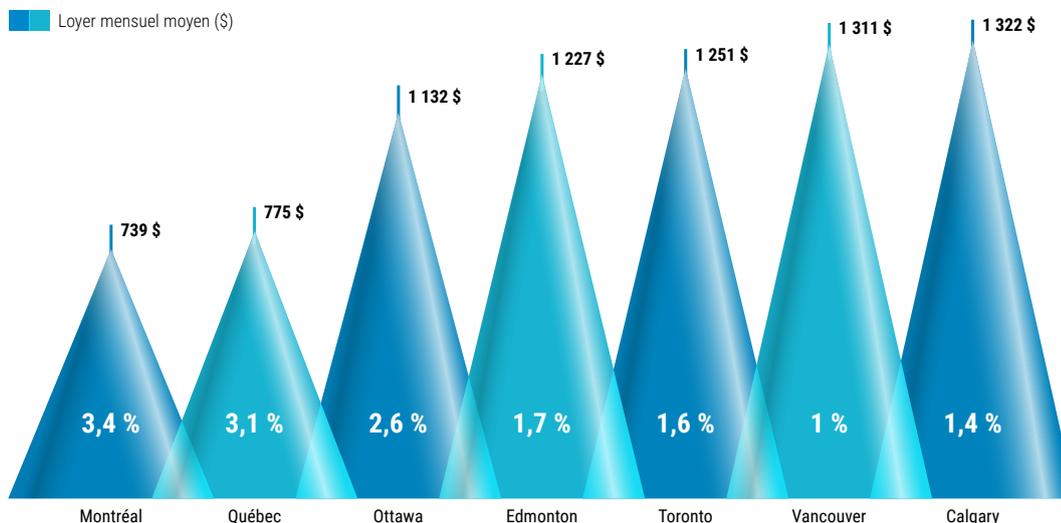
DES BÉNÉFICIAIRES
SONT DES
IMMIGRANTS

Les familles avec enfants atteignaient 47,1 % des utilisateurs, dont 25,6 % de familles biparentales et 21,5 % de monoparentales. Enfin, 11,3 % étaient des couples sans enfants, alors que les célibataires représentaient 41,7 % des personnes aidées.

ÉVOLUTION DU LOGEMENT LOCATIF AU COURS DES 10 DERNIÈRES ANNÉES

ENTRE 2004 ET 2014, ON ESTIME QUE LES UNITÉS EN RÉSIDENCE PRIVÉE POUR PERSONNES ÂGÉES (31 %) ET LES LOGIS ABORDABLES SUBVENTIONNÉS (31 %) ONT COMPTÉ POUR PRÈS DES DEUX TIERS DES NOUVEAUX LOGEMENTS LOCATIFS BÂTIS DANS LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL.

**LOYER MENSUEL
MOYEN D'UN
LOGEMENT DE
2 CHAMBRES
(\$ COURANTS)
ET TAUX
D'INOCCUPATION (%)
- RMR, 2014**



Source : Société canadienne d'hypothèque et de logement.

45,3%

DE MÉNAGES
LOCATAIRES

FORTE PROPORTION DE MÉNAGES LOCATAIRES

La Grande région de Montréal se classe 5^e en Amérique du Nord pour la proportion de ménages locataires (45,3 %), non loin derrière San Francisco (46,3 %), San Diego (46,7 %), New York (48,9 %) et Los Angeles (50,8 %).

18 672

CHANTIERS POUR
LA GRANDE RÉGION
DE MONTRÉAL

MISES EN CHANTIER

En 2014, les mises en chantier dans la grande région de Montréal ont fait un bond de 19,4 % comparativement à 2013, pour s'établir à 18 672. Par rapport à 2000 (12 766), la hausse est de 46,3 %.

Le nombre de mises en chantier à Montréal (RMR) correspond à 10,9 % du total canadien en 2014 (171 844), et à 56,1 % du total québécois (33 254).

Plus particulièrement, c'est sur l'île de Montréal que les mises en chantier ont le plus fortement progressé, avec une hausse de 52 %.

33 254

CHANTIERS
AU QUÉBEC

13,3%

BESOINS IMPÉRIEUX
DE LOGEMENT

BESOINS IMPÉRIEUX EN LOGEMENT*

En 2011, la proportion des ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement à Montréal était de 13,3 %. À Vancouver, les besoins impérieux atteignaient 17,7 % et à Toronto, 16,9 %.

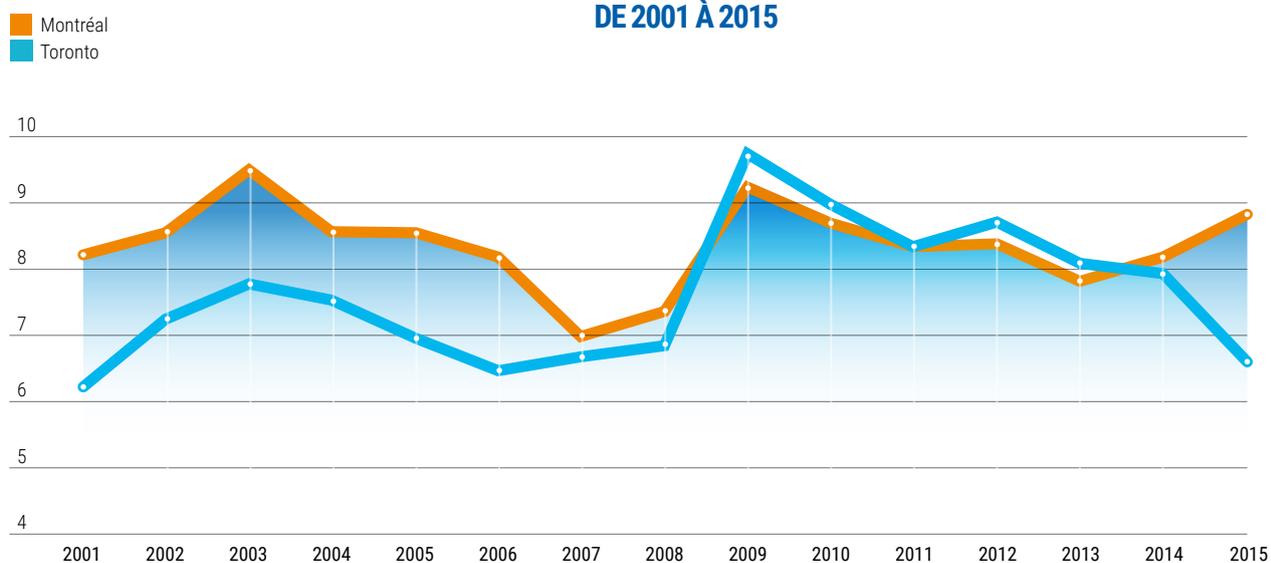
* On dit d'un ménage qu'il éprouve des besoins impérieux en matière de logement si son habitation n'est pas conforme à au moins une des normes d'acceptabilité (qualité, taille et abordabilité) et si 30 % de son revenu total avant impôt serait insuffisant pour payer le loyer médian des logements acceptables (répondant aux trois normes d'occupation) situés dans sa localité.

PERTES D'EMPLOI EN 2014

EN 2014, LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL ÉTAIT L'UNE DES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES DONT LE TAUX DE CHÔMAGE ÉTAIT LE PLUS ÉLEVÉ AU QUÉBEC. LES PERTES D'EMPLOI EN 2014 ONT ÉTÉ IMPORTANTES DANS LES GRANDES ENTREPRISES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL.

LA PERTE NETTE DE 10 800 EMPLOIS EN 2014 A SUCCÉDÉ À DES AUGMENTATIONS NETTES DE 50 600 EN 2013 ET DE 25 900 EN 2012.

ÉVOLUTION DES TAUX DE CHÔMAGE (%) DES RMR DE MONTRÉAL ET DE TORONTO DE 2001 À 2015



CROISSANCE PLUS
FAIBLE DE L'EMPLOI

1,1 %
TAUX DE
CROISSANCE

De 2000 à 2014, le taux annuel moyen de croissance de l'emploi a été de 1,1 % dans la Grande région de Montréal. C'est moins que dans celles de Vancouver (1,6 %), de Québec (1,7 %), de Toronto (1,8 %) et de Calgary (2,8 %).

VEILLISSEMENT DES INFRASTRUCTURES D'EAU POTABLE

LA PRODUCTION DES PRINCIPALES USINES DESSERVANT L'ÎLE DE MONTRÉAL EN EAU POTABLE A CONNU DES SOMMETS ENTRE 1988 ET 2001. EN 2014, ELLE EST CEPENDANT REVENUE À SON NIVEAU D'IL Y A 40 ANS (1975), SOIT UN PEU PLUS DE 1,5 MILLION DE M³ PAR JOUR.

PLUS DE 57 KM DE CONDUITES D'EAU ONT ÉTÉ RENOUVELÉS EN 2014, SOIT **1,3 %** DU RÉSEAU.

LES PERTES EN EAU SONT ESTIMÉES À **30 %**, SOIT 10 POINTS AU-DESSUS DE L'OBJECTIF VISÉ POUR 2017.

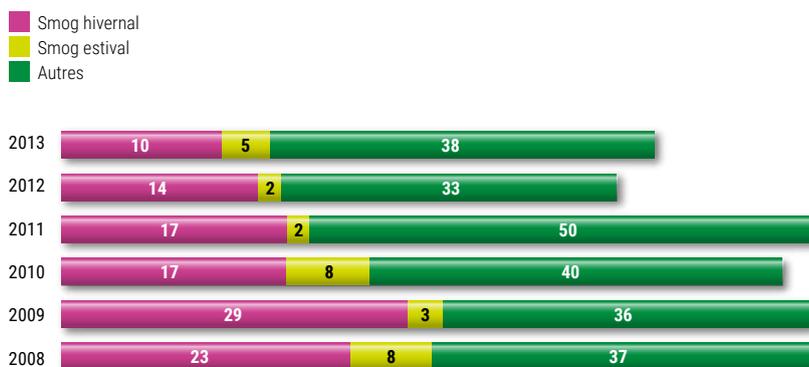
CHAQUE JOUR, PRÈS DE 500 MILLIONS DE LITRES D'EAU POTABLE DISTRIBUÉS PAR MONTRÉAL SE PERDENT DANS DES FUITES, L'ÉQUIVALENT DE 200 PISCINES OLYMPIQUES.

QUALITÉ DE L'AIR

De 2008 à 2013, la qualité de l'air a varié selon les années et les saisons*.

* Pour 2014, les plus récentes données indiquent une détérioration de la situation, avec 64 jours de mauvaise qualité de l'air.

JOURS DE MAUVAISE QUALITÉ DE L'AIR – ÎLE DE MONTRÉAL 2008-2013



Source : Ville de Montréal.

ÉVOLUTION DES ZONES AGRICOLES DANS LA RÉGION MÉTROPOLITAINE

■ En 2010, la zone agricole protégée couvrait 220 520 hectares de la Grande région de Montréal, soit 57,6 % de sa superficie terrestre.

■ 57,8 % de la zone était en cultures, soit 127 411 hectares, pour une hausse de 2 % depuis 2004. Plus de 42 % de la surface n'est pas cultivée.

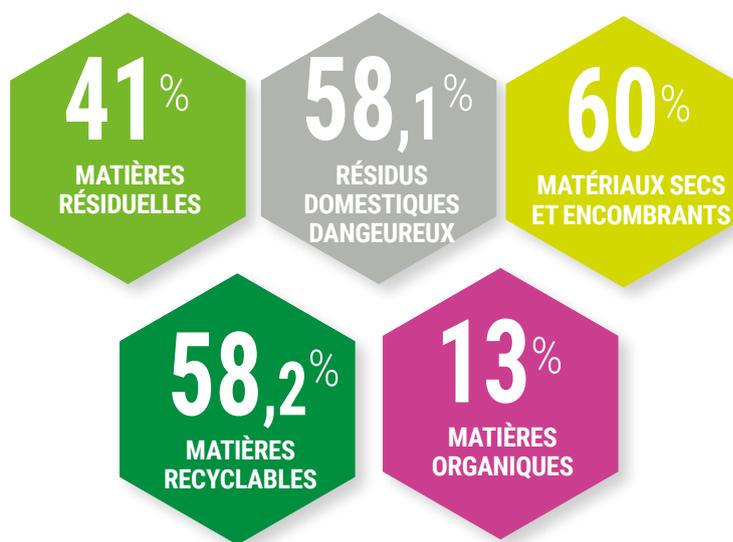
ÎLOTS DE CHALEUR

Présents dans une majorité de métropoles, les îlots de chaleur représentent un des enjeux importants auxquels est confrontée la Ville de Montréal. Ce phénomène de réchauffement local est étroitement lié à l'urbanisation et engendre de nombreux impacts négatifs sur l'environnement et la santé.

Une initiative importante

En 2011, Rosemont-La-Petite-Patrie était le premier arrondissement montréalais à bannir les toits noirs pour contrer les îlots de chaleur. Jusqu'ici, on y dénombre plus de 1 000 toitures blanches.

RÉCUPÉRATION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES



En 2013, sur l'île de Montréal, le taux de récupération des matières résiduelles (41 %) variait selon qu'il s'agissait de matériaux secs et encombrants (60 %), de matières recyclables (58,2 %), de résidus domestiques dangereux (58,1 %) ou de matières organiques (13 %).

AIRES PROTÉGÉES

■ En 2010, les aires protégées couvraient 42 022 hectares, dont 22 % en milieu terrestre et 78 % en milieu aquatique.

■ Ces aires protégées correspondaient à 9,6 % de la superficie de la Grande région de Montréal.

■ Moins de 2,4 % des terres faisaient partie des aires protégées, incluant les parcs nationaux d'Oka, des Îles-de-Boucherville et du Mont-Saint-Bruno, la réserve naturelle du Mont-Saint-Hilaire et le refuge faunique de Châteauquay.

BAISSE DES CRIMES CONTRE LA PERSONNE

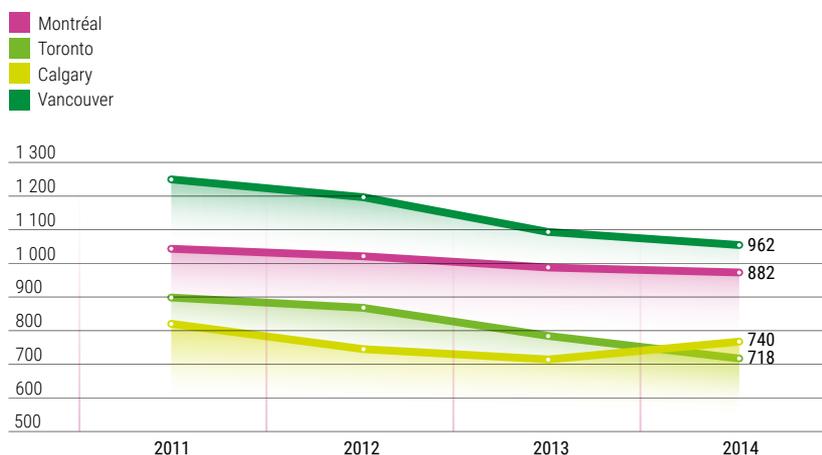
EN 2014, 18 604 CRIMES CONTRE LA PERSONNE ONT ÉTÉ COMMIS SUR L'ÎLE DE MONTRÉAL, CORRESPONDANT À 21 % DE L'ENSEMBLE DE LA CRIMINALITÉ.

EN 2012, MONTRÉAL SE CLASSAIT 36^e PARMIS 38 RÉGIONS MÉTROPOLITAINES D'AMÉRIQUE DU NORD, AVEC UN TAUX DE 1,2 HOMICIDE POUR 100 000 HABITANTS.

LE NOMBRE DE 1 100 AGRESSIONS SEXUELLES RAPPORTÉES SUR L'ÎLE DE MONTRÉAL EN 2014 EST INFÉRIEUR DE 14,8 % À LA MOYENNE DES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES (1 302).

CRIMES VIOLENTS

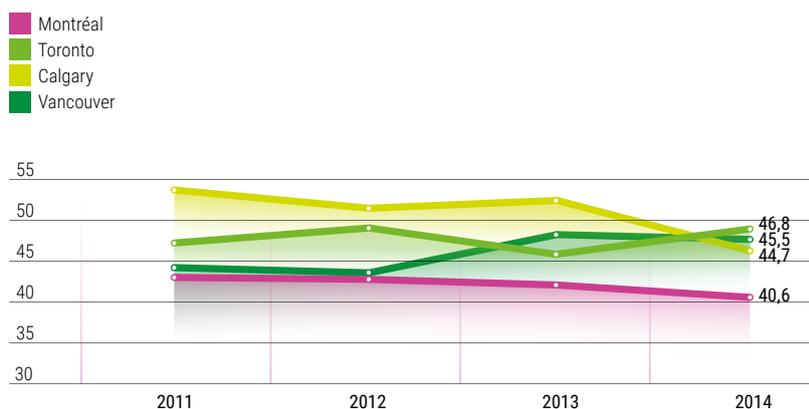
(RMR, taux pour 100 000 habitants)



Source : Statistique Canada.

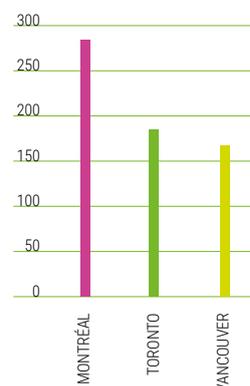
AGRESSIONS SEXUELLES

(RMR, taux pour 100 000 habitants)



Source : Statistique Canada.

TAUX IMPORTANT DE VIOLENCE FAMILIALE

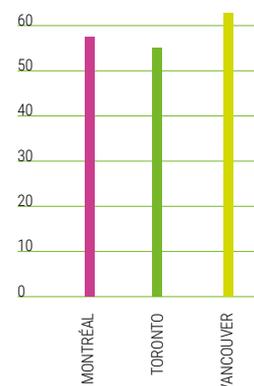


En 2013, le taux de violence familiale pour 100 000 habitants à Montréal (281,5) était largement supérieur à celui de Toronto (174,8) et de Vancouver (159,6).

Ce taux était également supérieur à la moyenne des 33 régions métropolitaines de recensement du Canada (196,5).

Fait à noter, cinq des six RMR québécoises occupaient défavorablement les premiers rangs en matière de violence familiale, dont Montréal en 4^e place.

VIOLENCE FAMILIALE TOUCHANT LES PERSONNES ÂGÉES



En 2013, la violence familiale touchait 57,7 personnes âgées sur 100 000.

Montréal arrivait désavantageusement au 5^e rang parmi 33 régions métropolitaines de recensement, près de Saint John, Nouveau-Brunswick (57,5) et devant Toronto (55,0), mais se classait plus favorablement que Vancouver (61,9).

Cette année-là à Montréal, deux fois plus de femmes (224) que d'hommes (107) âgés étaient victimes de violence familiale.

BILAN ROUTIER

En 2014, le taux d'infractions criminelles au Code de la route pour 100 000 habitants était plus élevé à Montréal (323), qu'à Vancouver (271), Toronto (211) et Calgary (195).

Sur la période comprise entre 2009 et 2014, le nombre de décès sur les routes de Montréal a culminé à 44 en 2011, alors qu'il était de 32 en 2014. À Laval, un sommet de 13 accidents de la route mortels a été enregistré en 2010, contre 3 décès en 2014, année du meilleur bilan routier de la période.

ACCROISSEMENT DE LA MOTORISATION EN ZONE URBAINE

LA CROISSANCE DU PARC DE VÉHICULES AUTOMOBILES DE LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL A ÉTÉ DEUX FOIS PLUS IMPORTANTE (+11,4 %) QUE CELLE DE SA POPULATION (+5,1 %) SUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANS (2008-2013).

LES AGGLOMÉRATIONS DE MONTRÉAL (+6 %) ET DE LONGUEUIL (+10 %) CONSERVENT UN TAUX D'AUGMENTATION INFÉRIEUR À CETTE MOYENNE RÉGIONALE.

AUGMENTATION DU TRANSPORT COLLECTIF DANS LES COURONNES NORD ET SUD

Entre 2008 et 2013, les déplacements effectués en transport collectif ont augmenté davantage pour les résidents de Laval (+27,8 %) et des couronnes Nord (+33,3 %) et Sud (+22,2 %) ; que pour ceux de l'île de Montréal (+5,7 %) et de Longueuil (+4,2 %).

Le Grand Montréal a adopté une stratégie de développement du transport sur un horizon de plus de 15 ans. Cet ambitieux programme prévoit des investissements estimés à 14,5 milliards de dollars, dont 7,3 milliards de dollars entre 2022 et 2031.

NOMBRE DE DÉPLACEMENTS DES RÉSIDENTS DU GRAND MONTRÉAL EN PÉRIODE DE POINTE (6h-9h)

SELON LE MODE DE DÉPLACEMENT, 2008-2013

Mode de transport	Nombre de déplacements		Variation 2008-2013
	2013	2008	En %
Automobile	1 219 813	1 066 440	14,4
Transport en commun	445 230	409 848	8,6
Autres modes motorisés	135 594	156 609	-13,4
Transports actifs	224 604	206 016	9,0
Total pointe AM	2 025 241	1 838 913	10,1

Source : Rapport de monitoring du PMAD, Communauté métropolitaine de Montréal, 2015.

COÛTS ÉCONOMIQUES DE LA CONGESTION ROUTIÈRE DANS LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL : 1,4 MILLIARD \$

Les coûts de la congestion routière dans la Grande région de Montréal seraient au bas mot de 1,4 milliard de dollars par année en temps, en salaires et en essence.

MONTRÉAL EST L'UNE DES MEILLEURES VILLES CYCLABLES DU MONDE

En 2015, Montréal reste dans le top 20 des villes cyclables.

IMPACT ÉCONOMIQUE IMPORTANT

EN 2013, LES ARTS ET LA CULTURE ONT GÉNÉRÉ DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DE L'ORDRE DE 7,4 MILLIARDS DE DOLLARS EN VALEUR DIRECTE DANS L'ÉCONOMIE DE LA MÉTROPOLE, CONTRE 6,6 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2008.

■ Avec les effets indirects, les activités culturelles ont représenté une activité économique de près de 11 milliards de dollars, soit environ 6 % du PIB de la Grande région de Montréal.

■ Le secteur a également généré des revenus de taxation de l'ordre de 515 millions de dollars pour le gouvernement du Québec et de 261 millions de dollars pour le gouvernement fédéral.

■ Les organismes artistiques de la Grande région de Montréal tirent plus de la moitié (56 %) de leurs revenus de sources privées.

FRÉQUENTATION CULTURELLE EN MOUVEMENT

Depuis plusieurs années, on observe un déplacement (6 points) de l'assistance aux spectacles depuis les scènes de l'île de Montréal vers les salles des couronnes Nord et Sud.

Le déplacement progressif, d'abord observé pour les spectacles d'humour et de chanson francophone, s'est étendu à d'autres catégories de spectacles. Ainsi, en 2013, les scènes montréalaises comptaient 142 000 spectateurs de moins dans la catégorie chanson anglophone et 214 000 spectateurs de moins dans les catégories cirque et magie.

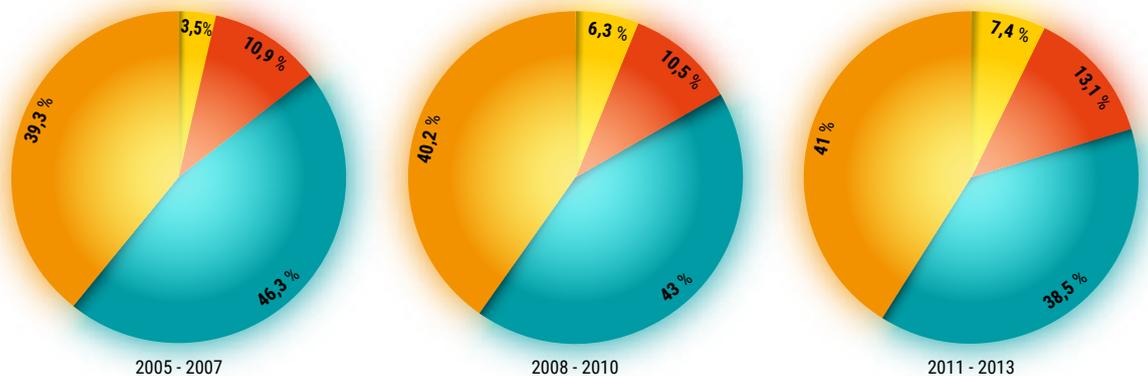
LE NUMÉRIQUE, UN IMPACT GRANDISSANT SUR LA CULTURE

Les technologies numériques constituent désormais un enjeu incontournable pour l'industrie culturelle.

L'industrie de la musique a été particulièrement touchée par la montée du numérique. Depuis 2005, la part du numérique n'a cessé de s'accroître au Québec, passant de moins de 1 % à 35 % en 2014. Ce phénomène s'observe également dans le reste du Canada et aux États-Unis, de manière encore plus accentuée.

RÉPARTITION DE L'ASSISTANCE DES ARTS DE LA SCÈNE REPRÉSENTATIONS PAYANTES ; SUR LE TERRITOIRE DE LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL (en pourcentage)

■ Couronne Sud
■ Couronne Nord
■ Île sans le Quartier des spectacles
■ Quartier des spectacles



Source : Institut de la statistique du Québec.

PART DES PRODUITS NUMÉRIQUES⁽¹⁾ DANS LE MARCHÉ DES VENTES AU DÉTAIL D'ENREGISTREMENTS AUDIO SELON LA RÉGION, DE 2005 À 2014 (en dollars courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Québec	0,9	1,8	3,7	7,2	11,3	16,9	24,0	30,4	35,0	35,0
Canada sans Québec	2,4	5,5	11,0	19,9	27,4	35,6	45,4	54,3	59,3	58,4
États-Unis ⁽²⁾	6,7	12,2	20,3	29,0	35,7	42,4	46,9	52,7	55,6	56,0

⁽¹⁾ Dans les calculs, 13 pistes numériques équivalent à un album.

⁽²⁾ Pour les États-Unis, les données utilisées sont celles sur les ventes publiées par Nielsen SoundScan inc., à l'exception des données sur les pistes numériques, qui proviennent des données de la Recording Industry Association of America sur le nombre de copies distribuées par les maisons de disque « manufacturers unit shipments ».

Source : Observatoire de la culture et des communications au Québec, *Optique et culture, Les ventes d'enregistrements sonores, au Québec en 2014, avril 2015.*

FRÉQUENTATION DES BIBLIOTHÈQUES À MONTRÉAL

En 2013, le réseau des bibliothèques publiques de la Ville de Montréal a accueilli plus de 6,7 millions de visiteurs, une augmentation par rapport au nombre de 6,4 millions enregistré en 2010 (Portrait des bibliothèques de Montréal, Ville de Montréal).

Bien que la fréquentation soit en hausse, elle demeure plus faible que dans d'autres grandes villes canadiennes. Sur une base de fréquentation annuelle per capita, Montréal est à 3,91, derrière Toronto (6,67) et Vancouver (7,86). Sur la base d'une moyenne annuelle de prêts per capita, Montréal est à 6,67, derrière Toronto (11,60) et Vancouver (12,83).

ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX

À la rentrée de 2012, la proportion d'étudiants internationaux inscrits sur l'île de Montréal à l'enseignement supérieur était de 12,7 %, en hausse par rapport à 2006 (7,6 %). Aux 2^e et 3^e cycles universitaires, un étudiant sur trois (32,3 %) venait de l'extérieur.

DIPLOMATION POST-SECONDAIRE

Parmi la population (de 25 à 64 ans) de l'île de Montréal, la proportion de diplômés universitaires a plus que doublé entre 1990 (21,3 %) et 2012 (46,5 %).

DIPLOMATION SECONDAIRE SOUS LA MOYENNE

En 2012, avec un taux de réussite de 81,9 % aux épreuves du secondaire, Montréal est demeurée sous la moyenne québécoise (83,4 %). Laval a fait mieux (84,2 %), alors que la palme revient à la région de la Capitale-Nationale (87,3 %).

EFFECTIFS AU PRIMAIRE ET AU SECONDAIRE

Sur une quarantaine d'années (1971-72 à 2012-13), l'effectif des élèves fréquentant les écoles primaires et secondaires de l'île de Montréal est passé de 426 000 à 231 000. Cela représente une diminution de près de 46 %, soit davantage que ce qui a été observé pour l'ensemble du Québec (-39 %).

FORMATION PROFESSIONNELLE

Sur l'île de Montréal, en 2013, 14,4 % des jeunes de moins de 20 ans étaient inscrits au secondaire en formation professionnelle, une proportion bien moindre que dans l'ensemble du Québec (24 %). Or, on estime que 37 % des emplois vacants requièrent de telles compétences.

À Laval, en 2012, 71,9 % des nouveaux titulaires d'un diplôme d'études professionnelles (DEP) avaient décroché un emploi après une durée moyenne de 4 semaines de recherche, tandis que 17,9 % choisissaient de poursuivre leurs études. Parmi ceux qui travaillaient, 86,4 % occupaient des emplois à temps plein et, pour 75,3 % d'entre eux, cet emploi était lié à leur formation. Les filles (74,3 %) étaient proportionnellement plus nombreuses à occuper un emploi que les garçons (70,7 %), mais elles travaillaient moins souvent à temps plein (74,8 %) que leurs confrères (92,4 %).

MONTRÉAL, VILLE DE SAVOIR

MONTRÉAL EST LA DEUXIÈME VILLE UNIVERSITAIRE DU CONTINENT DERRIÈRE BOSTON, ET PREMIÈRE AU CANADA DEVANT TORONTO.

MONTRÉAL SE CLASSE AU 8^e RANG MONDIAL. ELLE COMPTE 170 000 ÉTUDIANTS, DONT 20 000 PROVIENNENT DE L'ÉTRANGER. CHAQUE ANNÉE, QUELQUE 40 000 NOUVEAUX DIPLÔMÉS SORTENT DES 11 ÉTABLISSEMENTS (UNIVERSITÉS ET ÉCOLES AFFILIÉES) DE LA MÉTROPOLE.

CLASSES DE PLUS EN PLUS MULTIETHNIQUES

En 2014, dans les écoles primaires et secondaires publiques de l'île de Montréal, les élèves nés au Québec ainsi que leurs parents ne comptaient que pour le tiers de l'effectif (32,0 %), comparativement à ceux issus de l'immigration (62,2 %), soit :

22,4%

ÉLÈVES NÉS À L'ÉTRANGER TOUT COMME LEURS PARENTS

28,9%

ÉLÈVES NÉS AU QUÉBEC DE PARENTS NÉS À L'ÉTRANGER

10,9%

ÉLÈVES NÉS ICI DONT UN SEUL PARENT PROVIENT DE L'ÉTRANGER

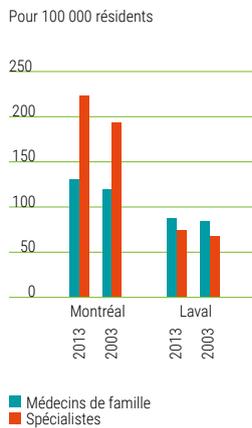
ANALPHABÉTISME

À Montréal, 58 % de la population possède un niveau d'alphabétisation (de 2 ou moins) qui permet uniquement de repérer l'information textuelle, mais pas de comparer l'information, de faire des déductions plus abstraites ou de comprendre les sous-entendus dans le texte.

MALADIES CHRONIQUES LES PLUS IMPORTANTES

SUR L'ÎLE DE MONTRÉAL, EN 2012, LA PRÉVALENCE DES PRINCIPALES MALADIES CHRONIQUES ÉTAIT LA SUIVANTE : HYPERTENSION (17,0 %), ASTHME (8,3 %), MALADIES CARDIAQUES (8,0 %), TROUBLES DE L'HUMEUR (6,8 %), DIABÈTE (6,6 %), MALADIES PULMONAIRES (4,4 %) ET CANCER (2,0 %).

EN 2012, CHEZ LES RÉSIDENTS DE 15 ANS ET PLUS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL, PARMIS LES COMPORTEMENTS ASSOCIÉS À L'APPARITION DE MALADIES CHRONIQUES, ON COMPTAIT : LE FAIBLE NIVEAU D'ACTIVITÉ PHYSIQUE (23,0 %), LE TABAGISME (18,9 %), UNE ALIMENTATION DÉFICIENTE EN FRUITS ET LÉGUMES (59,0 %) ET LA CONSOMMATION EXCESSIVE D'ALCOOL (14,4 %). PLUS DU TIERS DE LA POPULATION CUMULAIT DEUX DE CES FACTEURS DE RISQUES.



ACCÈS DIFFICILE AUX MÉDECINS DE FAMILLE

En 2013, on comptait 128 médecins de famille et 220 spécialistes pour 100 000 résidents de l'île de Montréal. En 10 ans (2003), leur nombre avait augmenté respectivement de 10 et de 25.

En 2013, on comptait 87 médecins de famille et 73 spécialistes pour

100 000 résidents de Laval. En 10 ans (2003), leur nombre avait augmenté respectivement de 2 et de 6.

Sur l'île de Montréal en 2014 (34,2 %) comme en 2003 (33,8 %), un Montréalais de 12 ans et plus sur trois n'avait pas de médecin de famille.

C'était le cas d'une personne sur quatre dans l'ensemble du Québec (avec 25,2 % en 2014 et 25,8 % en 2003). Sur l'île de Montréal en 2012, l'accès à un médecin de famille variait du simple au double selon qu'on avait de 25 à 34 ans (45,1 %) ou 75 ans et plus (90,0 %).

BÉBÉS DE FAIBLE POIDS À LA NAISSANCE

En 2013-2014, il y a eu proportionnellement moins de naissances de bébés de faible poids sur l'île de Montréal (5,8 %) qu'à Toronto (6,8 %) et à Vancouver (6,2 %).

ABSENTÉISME

Dans les cinq dernières années (2010-2014), l'absence des employés à plein temps de l'ensemble des régions métropolitaines du Canada se traduisait en une perte de 3,5 % des heures travaillées. À Winnipeg et Montréal, les résultats dépassaient la moyenne canadienne (4,0 %), tandis que Calgary (2,9 %) et Toronto (2,8 %) faisaient mieux.

COÛT DIRECT DE L'ABSENTÉISME

(en pourcentage de la masse salariale annuelle brute)

	2009		2012	
	(n)*	(en pourcentage)	(n)*	(en pourcentage)
Globalement	37	2,6	50	2,4
Secteur privé	18	2,3	31	2,3
Secteur public	19	2,9	19	2,6

* Nombre d'entreprises qui font un suivi des coûts de l'absentéisme au travail.
Source : Le Conference Board du Canada.

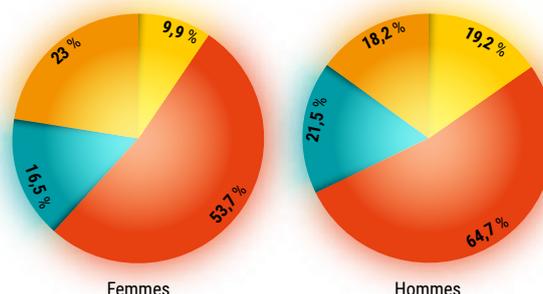
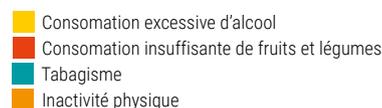
LA PROBLÉMATIQUE DU SUICIDE

Bien qu'en décroissance depuis 1999, le suicide reste la 8^e cause de mortalité au Québec. Il comptait pour 2 % des décès, avec 14,7 suicides pour 100 000 habitants en 2006-2008 : Montréal-Centre était sous la moyenne québécoise avec 10,6 suicides par 100 000 habitants, tout comme Laval, avec 10,4 morts volontaires par 100 000 habitants.

HABITUDES DE VIE ASSOCIÉES À L'APPARITION DE MALADIES

(population de 15 ans et plus, Île de Montréal, 2012)

Source : Enquête TOPO, 2012.



PRÉVALENCE DE L'OBÉSITÉ

En 2012, sur l'île de Montréal, 15,7 % de la population adulte souffrait d'obésité.

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE «JE COMPTE MONTRÉAL 2015»

Il a été estimé que 3 016 personnes étaient en situation d'itinérance visible sur l'île de Montréal. De ce nombre, 429 allaient passer la nuit à l'extérieur, 1 066 dans un refuge, 1 041 dans un logement transitoire, 76 à l'hôpital, 51 en détention et 353 dans un centre de thérapie, dont 199 à l'extérieur de Montréal.

Globalement sur l'île de Montréal, les femmes représentent près du quart (24 %) des personnes en situation d'itinérance, mais comptent pour plus de la moitié (54 %) des usagers accueillis dans des logements transitoires. Quant aux hommes, qui forment les trois quarts des personnes itinérantes (76 %), ils représentent 93 % des personnes vivant dans des lieux extérieurs.

Les immigrants comptent pour 16 % des personnes en situation d'itinérance sur l'île de Montréal – alors qu'ils forment le tiers de la population (33,2 %) – et, dans ce groupe, les femmes sont plus nombreuses (39 %) que dans l'ensemble (24 %). On dénombre une proportion semblable et importante d'anciens combattants parmi la population itinérante montréalaise (6 %) et torontoise (7 %).

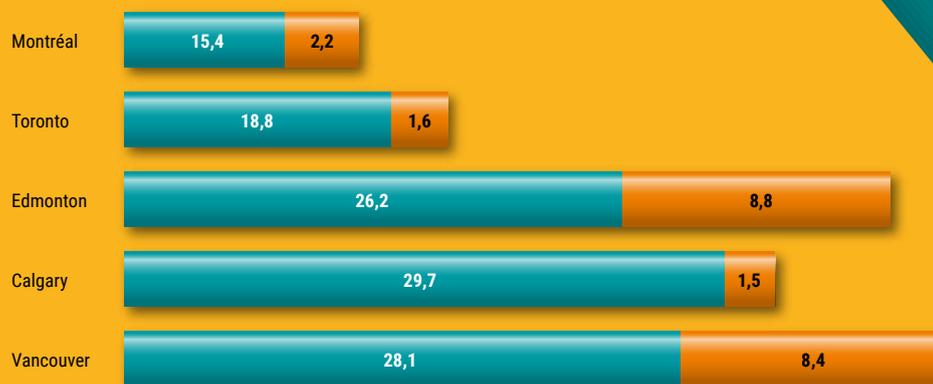
EN 2015, LA
PROBLÉMATIQUE
DE L'ITINÉRANCE A ÉTÉ
L'OBJET D'UNE FORTE
ATTENTION MÉDIATIQUE
DANS LA GRANDE RÉGION
DE MONTRÉAL.

PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE VISIBLE ET CELLES PASSANT LA NUIT À L'EXTÉRIEUR

Villes*, taux pour 10 000 habitants

* Pour Montréal, on parle ici de l'agglomération (l'île).
Source : Dénombrements réalisés par les villes

■ Nuit à l'extérieur
■ Itinérance visible



AUTOCHTONES

Les Autochtones sont surreprésentés (10 %) parmi les personnes en situation d'itinérance, alors qu'ils ne forment qu'une faible proportion (0,56 %) de la population montréalaise.

Sur l'île de Montréal, les Inuits ne représentent qu'un Autochtone sur 10 (10 %), mais quatre sur 10 parmi ceux-ci sont en situation d'itinérance (41 %).

Métis et Amérindiens commencèrent à migrer en ville dans les années 1960, alors que des Inuits firent de même à partir des années 1980.

On estime que 70 % des Inuits vivant à Montréal proviennent du Nunavik et 25 % d'ailleurs au Canada, tandis que 5 % sont nés dans la métropole ou ont été adoptés par des familles non inuites.

L'équivalent de 10 % des Inuits du Nunavik habitent maintenant Montréal, soit de 1 000 à 1 200 personnes. Une bonne proportion d'entre eux (45 %) y travaille, plusieurs pour des organisations du Nunavik, et ils résident pour la plupart en banlieue ou dans des villes avoisinantes. Mais la majorité (55 %) dispose de faibles revenus ou sont sans-abri, et ils vivent au centre-ville ou à proximité.

SOURCES

Agence métropolitaine de transport
Banque de données des statistiques officielles sur le Québec
CBC / Radio-Canada
Cefrio
Centraide du Grand Montréal
Centre canadien de la statistique juridique
Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal
Communauté métropolitaine de Montréal
Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux
Fondations communautaires du Canada
Institut de la statistique du Québec
La Presse
Les Banques alimentaires du Québec
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science
Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
Montréal international
Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal
Observatoire de la culture et des communications au Québec
Observatoire du Grand Montréal, Communauté métropolitaine de Montréal
PopulationData.net
Réseau réussite Montréal
Service de police de la Ville de Montréal
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)
Société de l'assurance automobile du Québec
Statistique Canada
Suicide action Montréal
Ville de Montréal

COMITÉ STRATÉGIQUE SIGNES VITAU^{MC}

La Fondation du Grand Montréal remercie chaleureusement les personnes suivantes qui ont fait don de leur temps et de leur expertise :

Robert Beaudry
Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Maha Berechid
Fusion jeunesse

Gabriel Bran-Lopez
Université de Montréal

Guy Breton
Institut du Nouveau monde

Julie Caron-Malenfant
Conseil régional de l'environnement de Montréal

Coralie Deny
Service de police de la Ville de Montréal

Dinh Khanh Du
Conférence régionale des élus de Montréal

Marie-Claire Dumas
La Fondation de la famille J.W. McConnell

Nicolina Farella
Les YMCA du Québec

Michel Forgues
Coalition montréalaise des tables de quartier

Nathalie Fortin
Institut du Québec

Mia Homsy
Communauté métropolitaine de Montréal

Rafaël Hortua
Culture Montréal

Anne-Marie Jean
Vision Diversité

Aïda Kamar
Université de Montréal

Paul Lewis
Administrateur FGM

Gilles Nolet
Destination Centre-Ville

André Poulin
Rayside Labossière ; ancien président CSSS
Jeanne-Mance

Ron Rayside
Centraide du Grand Montréal

Mario Régis
Administratrice FGM

Danielle Sauvage
Commission scolaire de Montréal

Bernardius Valkenburg
Institut du Nouveau monde

Michel Venne

ÉQUIPE SIGNES VITAU^{MC}

Comité directeur :
Yvan Gauthier,
Diane Bertrand,
Julie Paquet

Comité des communications :
Yvan Gauthier,
Diane Bertrand,
Julie Paquet,
Danielle Sauvage,
Karim Salabi,
Marie Josée Lemay

Recherche et rédaction :
Isabelle Perrault,
Marc Godbout

Assistante à la recherche :
Lara Pazzi

Conseiller à la rédaction et au contenu :
Patrice Servant

Révision :
Louise Richer

Traduction :
Peter Christensen

Graphisme :
Vasco Design

Site Internet :
Minimal Médias

PERSONNEL PERMANENT DE LA FGM

Yvan Gauthier

Président-directeur
général

Diane Bertrand

Directrice, programmes
et subventions

Michèle Demers, CPA, CA

Directrice, administration
et finances

Hélène Latreille, TEP

Directrice, dons majeurs,
dons planifiés et
partenariats corporatifs

Julie Paquet

Directrice des
communications

Fabiola Existe

Agente, gestion
comptable

Aline Bourcier

Agente, soutien aux
opérations

Marie-Pier Lépine, LLB

Conseillère, dons majeurs
et planifiés

Lara Pazzi

Secrétaire-réceptionniste

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Richard W. Pound

Président, avocat-conseil chez Stikeman Elliott

Jean-François de Grandpré

Vice-président, juge retraité de la Cour supérieure
du Québec

Jean-Guy Gourdeau

Trésorier, président et chef de la direction de la
Fondation de l'Hôpital général de Montréal

Kim Thomassin

Secrétaire, associée directrice, McCarthy Tétrault

Pierre Bourgie

Président et chef de la direction de la Société
financière Bourgie

Jean Camerlain

Ancien vice-président exécutif
et chef des opérations de Centraide du Grand Montréal

Laurent L. Giguère

Associé, audit, KPMG

Normand Grégoire

Ancien vice-président des placements à la Fondation
Lucie et André Chagnon

Alice Herscovitch

Directrice générale, Centre commémoratif de
l'Holocauste à Montréal

Monique Jérôme-Forget

Conseillère spéciale, Osler, Hoskin & Harcourt

Roland Lescure

Premier vice-président et chef des placements de la
Caisse de dépôt et placement du Québec

Monette Malewski

Présidente-directrice générale du Groupe M Bacal

Michael Novak

Consultant

Karim Salabi

Associé, Ascendis

Danielle Sauvage

Gestionnaire dans le secteur culturel

Sam Scalia

Président fondateur de Samcon

Deborah Shannon Trudeau

Vice-présidente des licences et des affaires
internationales de Trudeau Corporation

Consultez le rapport complet en visitant <http://www.fgmtl.org/fr/signesvitaux.php>. Vous y trouverez une version plus étoffée, comportant davantage d'indicateurs, les sources des données et les liens qui y mènent.

Pour en savoir plus sur les initiatives Signes vitaux^{MC} à travers le Canada, rendez-vous sur le site <http://www.vitalsignscanada.ca>

La marque de commerce Signes vitaux^{MC} est utilisée avec la permission des Fondations communautaires du Canada.



FONDATIIONS
COMMUNAUTAIRES
DU CANADA

Éditeur :
Fondation du Grand
Montréal

La FGM autorise tous droits de reproduction pour une utilisation non commerciale, à la condition de citer la source.

Also available in English

ISBN : 978-2-9815514-0-5

La Fondation du Grand Montréal aide les individus, les familles et les organisations à établir des fonds pour les causes choisies dans les secteurs de l'éducation, de la santé, du développement social, des arts et de la culture et de l'environnement. La Fondation gère les avoirs des fonds et guide les donateurs en identifiant les enjeux importants de la communauté afin de soutenir efficacement les activités des organismes. Elle encourage le développement de la philanthropie comme levier important du mieux-être du Grand Montréal.

La FGM est membre de Fondations communautaires du Canada (FCC) qui réunit plus de 194 fondations communautaires rejoignant des milliers de communautés d'un bout à l'autre du Canada et dont les actifs totalisent collectivement la somme de 4 milliards \$.

Fondation du Grand Montréal

505, boul. René-Lévesque Ouest

Bureau 1000

Montréal, Québec

H2Z 1Y7

Téléphone : 514 866-0808

Télécopieur : 514 866-4202

Info@fgmtl.org

La FGM est un organisme de bienfaisance dûment enregistré auprès de l'agence du revenu du Canada sous le numéro 881979124 RR 0001.



Fondation du Grand Montréal